

PRÊTS DESTINÉS AUX AMÉLIORATIONS AGRICOLES

Objet de la Loi

La Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles a été adoptée par le Parlement en 1944 afin de mettre à la disposition des cultivateurs des facilités de crédit pour l'achat d'instruments aratoires et l'exécution d'une grande variété de travaux d'amélioration agricole, et leur permettre ainsi d'accroître l'efficacité de leurs exploitations et d'améliorer les conditions de vie à la ferme. En 1968, un nouvel objet de prêt a été ajouté pour permettre aux cultivateurs d'acheter des terres lorsque celles-ci s'ajoutent à l'exploitation existante et doivent être utilisées pour la culture. Pour encourager les prêteurs à consentir de tels prêts aux cultivateurs, le gouvernement fédéral est autorisé à garantir les prêteurs contre toute perte subie sur les prêts consentis conformément à la Loi et au Règlement.

Qui peut emprunter

Seul un cultivateur peut emprunter. Il n'est pas toujours nécessaire d'être propriétaire d'une exploitation agricole pour être admissible car, à de nombreuses fins de prêts, un cultivateur peut présenter une demande s'il est locataire. Il doit, cependant, être en possession d'une exploitation agricole et celle-ci doit constituer son occupation principale.

Où obtenir un prêt

La loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles permet à toutes les banques à charte et aux succursales du Trésor de la province d'Alberta de consentir de tels prêts. Ceux-ci peuvent également être obtenus auprès des caisses de crédit, des caisses populaires ou d'autres sociétés coopératives, des sociétés de fiducie, des compagnies de prêts et des compagnies d'assurance qui, après en avoir fait la demande, ont été désignées par le ministre des Finances comme «prêteurs» aux termes de la Loi. Les banques et les autres prêteurs peuvent indiquer aux requérants s'ils sont admissibles à un prêt en vertu de cette Loi et comment ils peuvent satisfaire à leurs besoins particuliers de crédit.

Objet des prêts

Les prêts peuvent être consentis pour l'un ou plusieurs des objets suivants:

- Achat d'instruments aratoires, tels que tracteurs, moissonneuses-batteuses, appareils mobiles d'irrigation, matériel d'apiculture et appareils ménagers.
- Achat de bétail, y compris la volaille, les abeilles et les animaux à fourrure.
- Achat ou installation de matériel agricole ou d'un système agricole électrique lorsque ce matériel est fixé à des immeubles, comme un réservoir pour le lait en vrac, un rail de chariot à foin, un nettoyeur de grange, etc.
- Construction, réparation ou modification de bâtiments de ferme, y compris les granges, hangars et autres bâtiments à des fins générales. Peut également comprendre, dans certains cas, des chalets d'été ou cabines de touristes situés sur la ferme.
- Achat de terres supplémentaires pour agrandir une exploitation existante.

- Autres projets d'amélioration et de mise en valeur d'une ferme y compris les clôtures, les travaux de drainage et d'irrigation, les puits et réseaux d'aqueduc, le défrichement et la mise en culture des terres.
- Réparations ou mise au point importantes d'instruments et de matériel aratoires ainsi que de matériel d'apiculture lorsque le coût de cette réparation ou de cette mise au point dépasse \$400.

Modalités de prêt

Les modalités détaillées du prêt sont arrêtées entre le cultivateur et le prêteur. Ce dernier peut tenir compte du genre de culture, de l'objet stipulé, de la répartition du revenu du requérant et de sa capacité de remboursement. Néanmoins, il faut, dans tous les cas, remplir les conditions fondamentales suivantes:

- Le montant maximum dont un prêteur peut être redevable à un moment donné en vertu de la Loi est de \$50,000.
- Le demandeur doit fournir lui-même une partie raisonnable du coût de l'achat ou du projet.
- La période maximale de remboursement dépend de l'objet pour lequel le prêt est consenti:
 - 3 ans dans le cas de camions et de wagonnettes.
 - 15 ans dans le cas de terres supplémentaires.
 - 10 ans pour tout autre objet.

Le taux courant d'intérêt de ces prêts peut être obtenu des banques à charte ou d'autres prêteurs désignés.

Garantie des prêts

Tous les prêts doivent être garantis. La garantie consiste ordinairement en un privilège grevant l'article acheté ou en une hypothèque sur l'exploitation. Le demandeur doit aussi signer un billet à ordre.

En général, on compte que les banques apporteront autant de soin à ces prêts qu'à leurs opérations courantes de crédit, et rédigeront les accords et effectueront le service des prêts conformément aux usages bancaires.

Restrictions

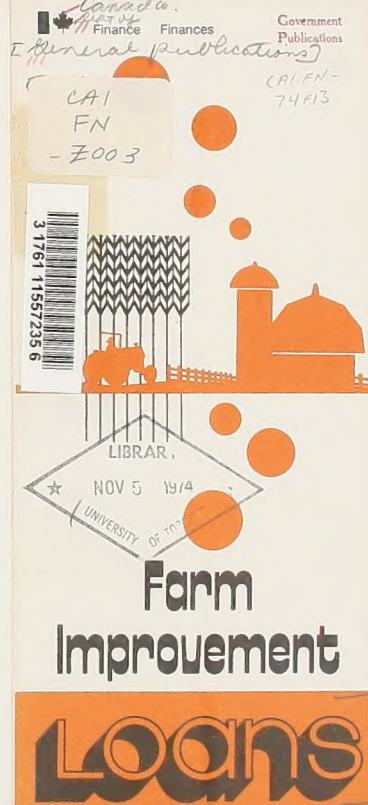
Le refinancement de dettes existantes et les besoins de fonds de roulement ne sont pas admissibles.

Demande de prêt

Le cultivateur qui veut obtenir une aide financière devrait discuter de ses besoins de capitaux avec le directeur de l'organisme prêteur de son choix. Pour de plus amples renseignements, prière de s'adresser au:

Chef
Administration des prêts garantis
Ministère des Finances
Ottawa (Ontario)
K1A 0G5

Information Canada
Ottawa, 1974
No du cat. FI-4/1974



FARM IMPROVEMENT LOANS

Intent of legislation

The Farm Improvement Loans Act was passed by Parliament in 1944 to provide farmers with credit for the purchase of agricultural implements and a wide range of farm improvement projects, to enable farmers to raise the efficiency of their farming operations and to improve living conditions on the farm. In 1968 a new loan purpose was added to enable farmers to purchase land where such land is an addition to the existing farm and is to be used for farming. To encourage lenders to make such loans to farmers the Federal Government is authorized to guarantee lenders against loss incurred on loans made in accordance with the Act and Regulations.

Who may borrow

Only a farmer may borrow. It is not necessary in all cases to be the owner of a farm in order to be eligible since, for many loan purposes, a farmer may apply if he is a tenant. He must, however, be in possession of a farm and his principal occupation must be the operation of that farm.

Where can loan be obtained

All chartered banks and Alberta Treasury Branches are authorized to make Farm Loans under provisions of the Farm Improvement Loans Act. In addition, loans may be made by Credit Unions, Caisses Populaires or other Co-operative Societies, trust companies, loan companies and insurance companies which have applied and have been designated as lenders under the Act by the Minister of Finance. Banks and other lenders can advise applicants whether they would qualify for a loan under this legislation and how their particular credit needs can be arranged.

Loan purposes

Loans may be made for any of the following purposes:

- Purchase of agricultural implements such as tractors, combines, portable sprinkler systems, beekeeping equipment and household appliances.
- Purchase of livestock including poultry, bee stock and fur-bearing animals.
- Purchase or installation of agricultural equipment or a farm electric system where such equipment is fixed to real estate such as a bulk milk tank, hay track, barn cleaner, etc.
- Construction, repair or alteration of farm buildings including barns, sheds and other utility buildings. It may also include, in some cases, cottages or tourist cabins on the farm.
- Purchase of additional land to enlarge an existing farm unit.
- Other projects for farm improvement and development including fencing, drainage, irrigation, wells and water supply systems and breaking and clearing of land.

- Major repair or major overhaul of agricultural implements, equipment or equipment for beekeeping where the cost of such repair or overhaul exceeds \$400.00.

Terms and conditions of loan

The detailed terms and conditions are arranged between the applicant and the lender. The lender may take into account the type of farming carried on, the purpose stated, the applicant's income pattern and his ability to repay. In all cases, however, the following basic conditions must be met:

- The maximum amount that may be outstanding to a farmer at any one time under the Act is \$50,000.00.
- The applicant must provide a reasonable portion of the cost of the purchase or project from his own resources.
- Maximum period over which a farmer may repay his loan depends on the purpose for which the loan is made —
3 years for trucks and station wagons,
15 years for additional land,
10 years for all other purposes.

The Current rate of interest may be obtained from any chartered bank or other designated lender.

Security for loan

Loans must be secured. Security is usually a preferential charge on the item purchased or a mortgage on the farm property. The applicant must also sign a promissory note.

In general, banks are expected to make loans with the same care that is required of a bank in the conduct of its ordinary business and to use normal banking practices in drawing up agreements and servicing the loans.

Certain restrictions

Refinancing of existing debts or working capital requirements are not eligible purposes.

Application for a loan

A farmer who is seeking assistance should discuss his financial requirements with the manager of the lending agency of his choice. Further information is also available from:

The Chief,
Guaranteed Loans Administration,
Department of Finance,
Ottawa, Ontario.
K1A 0G5



prêts

destinés aux améliorations agricoles